



Communiqué de Presse du 12.04.2021

Le CIH a assisté le 12 avril 2021 à la 3^e réunion de suivi du Ségur de la Santé. Le Ministère de la Santé a consacré sa présentation à un tourbillon d'annonces égrenant des mesures déjà mises en œuvre ou sur le point de l'être, en cours de réflexion ou en projet. Le climat d'enthousiasme et d'autosatisfaction entourant ces annonces est trompeur car il ne s'agit en réalité que de la mise en application de l'accord du 23/07/20 et non de nouvelles mesures. L'ONDAM hospitalier 2021 avait d'ailleurs été budgété en conséquence.

Si elle est confirmée, la **revalorisation salariale est un bon pas** pour rejoindre la moyenne de l'OCDE. Cependant, le CIH s'inquiète de ce que les nouvelles grilles de salaires ne concernent **pas tous les métiers** de l'hôpital, ne s'appliquent qu'aux **professionnels titulaires** (alors que les hôpitaux sont incités aux contractualisations excessives pour faire des économies), et s'avèrent surtout importantes **après 20 ans** de carrière, situation devenue exceptionnelle tant les personnels s'épuisent à l'hôpital.

L'urgence des Hôpitaux Publics reste le **malaise croissant des personnels** : les démissions se multiplient (12 000 départs d'infirmiers et aides-soignants entre janvier et septembre 2020), les recrutements sont moins nombreux qu'espérés (près de 25% des étudiants en IFSI se sont désistés au cours de la deuxième année après leurs stages), et les situations de burn-out et de suicides sont de plus en plus fréquentes chez toutes les catégories de personnels hospitaliers. **Il est finalement impossible de recruter les 15000 infirmières promises par le Ségur et les internes se détournent des hôpitaux publics.**

Le **manque d'attractivité** actuel est indissociable de la **dégradation des conditions de travail**. Retrouver le sens des métiers et reconstruire un Service Hospitalier Public au service de la population nécessite de :

- **Recruter de façon massive et synchrone** afin de restaurer en urgence des ratios suffisants de personnels aux lits des patients garantissant des soins de qualité et en toute sécurité.
- Permettre à tous les **soignants** et aux **usagers** de **participer à la gouvernance des hôpitaux**. La loi Rist le propose de façon optionnelle ; le courage politique consisterait à garantir cette participation.
- **Ouvrir et non fermer des lits** (de réanimation mais aussi de médecine, chirurgie, psychiatrie et de SSR) afin d'accueillir et de soigner **tous** les patients qui le nécessitent.
- **Allouer et sanctuariser un budget hospitalier** qui corresponde aux besoins de santé de la population : sortir de la logique inflationniste en actes que génèrent la tarification à l'activité et la maîtrise comptable des dépenses de santé.

Le CIH a exprimé sa divergence au ministre et constate que le gouvernement n'a pas pris la mesure des problèmes. Le CIH **attend toujours l'annonce d'un plan pluriannuel permettant de rétablir l'attractivité de l'hôpital public**. En son absence, le doute que le CIH nourrit déjà quant à une véritable volonté politique de sauver l'hôpital public ne sera plus permis.